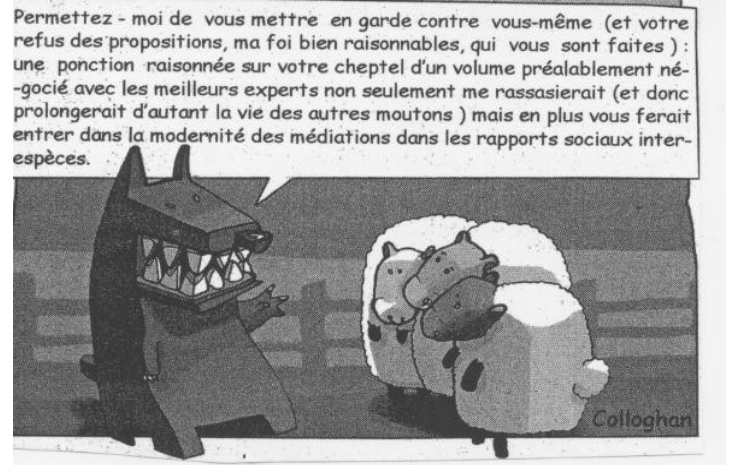


BILAN ET ANALYSE D'UNE ANNEE DE LUTTES : UNE RESISTANCE DISPERSEE CONTRE UNE ATTAQUE ORGANISEE DES ACQUIS SOCIAUX

Une attaque globale et systématique

Rien n'aura été épargné cette année à tous ceux qui vivent de leur travail : allongement de la durée de cotisation pour toucher une retraite décente, dégradation de la prise en charge médicale avec les franchises, « autonomie » des universités marquant la première étape de leur privatisation progressive, restrictions budgétaires drastiques dans l'Enseignement professionnel et tout le secondaire, programmes rétrogrades dans le primaire, nécessité de travailler plus pour subvenir aux besoins essentiels, contraintes renforcées pour avoir droit aux allocations chômage et développement de la précarité.



Le gouvernement Sarkozy-Fillon n'aura donc pas fait dans le détail pour accentuer fortement les inégalités sociales et dégrader fortement les services publics pour le plus grand profit des capitalistes.

Face à cela, les partis politiques de gauche, les organisations syndicales et les mouvements sociaux n'ont pas été à la hauteur pour inverser la tendance ou même constituer une résistance efficace.

Tour à tour dans les facs, à la SNCF, dans les établissements scolaires, chez les marins-pêcheurs, les mouvements de contestation ont fini par abdiquer face au gouvernement, à peine écorché par un revers électoral aux municipales et des sondages défavorables témoignant du mécontentement général. La belle affaire : les faits sont là et les « réformes » antisociales se succèdent.

Une résistance dispersée

Une fois de plus la parodie de dialogue social dont les directions syndicales sont complices a servi à donner l'illusion de la légitimité à des décisions pour lesquels les travailleurs ne sont pas consultés.

Une fois de plus, les « journées d'action » sans perspectives, les grèves perlées, les cortèges ritualisés auront « encadré » les velléités de révolte, fatiguant les militants et contribuant à la résignation du plus grand nombre.

Une fois de plus, l'illusion des élections aura servi à anesthésier la colère des uns et à détourner l'énergie des autres vers un improbable changement tant notre système politique et médiatique est sous contrôle. D'ailleurs si on peut se réjouir localement de voir des maires de droite quitter leurs fonctions, on aura pu constater sans surprise que nombre de mairies de « gauche » ont mis en place le service minimum et que les ténors du parti socialiste ont surtout dénoncé la « brutalité » des méthodes du gouvernement ou son manque de pédagogie plutôt que le fond de sa politique.

Nécessité d'une nouvelle stratégie

Mais cela ne suffit pas à expliquer l'apathie générale devant ces événements. SUD-éducation 92, ainsi que tous les militants qui dénoncent ces hypocrisies et ces trahisons, n'ont pas réussi à convaincre, au moins depuis 2003, les collègues mécontents de participer à un mouvement plus dur. L'alternative qui a consisté à proposer de reconduire la journée de grève proposée par les syndicats majoritaires le lendemain ou quelques jours plus tard, n'est pas apparue crédible à la plupart des collègues. Cela nous impose de remettre notre propre stratégie en question.

Car nous ne sommes pas résigné-e-s à accepter de voir nos acquis sociaux et l'Ecole (aussi imparfaite soit-elle) bradés sur l'autel des profits sans réagir. Nous sommes convaincus qu'une réaction d'ampleur est possible et plusieurs signes positifs nous le confirment :

- la victoire, même symbolique (car elle n'a pas fait réellement reculer la précarité), obtenue par les jeunes dans la lutte contre le CPE a montré que l'on peut gagner contre ce type de gouvernement ;
- malgré cette lutte récente et l'attitude ambiguë de l'UNEF, les étudiants ont réussi à se remobiliser cette année contre la loi Pécresse ;
- la stratégie menée cet automne par les camarades de SUD-rail (préavis de grève déposé à l'avance avec annonce de reconduction possible, stage de formation des militants sur le système de retraite, pas de critique préalable des autres syndicats...) nous est apparue plus efficace que celle de la simple reconduction (décrite ci-dessus) et a semé le trouble dans le bal gouvernement-CGT-CFDT ;
- les lycéens, et beaucoup de parents d'élèves ont montré eux aussi des capacités de mobilisation pour défendre l'Education ;
- de nombreux salariés sans-papiers sont sortis de l'ombre et de la peur dans laquelle leur situation les maintient pour exiger la régularisation ;
- dans de nombreux secteurs plus beaucoup habitués aux luttes pour cause de chantage à l'emploi, des rébellions ont vu le jour (à Carrefour, chez Virgin ou encore à Cyclocity (=vélib)) ;
- enfin, d'une manière générale un mécontentement assez fort, notamment dans les classes les plus pauvres, s'est manifesté contre ce gouvernement.

Il nous reste donc à développer, avec tous ceux qui ne veulent pas rester passifs devant cette catastrophe sociale et qui ne croient pas aux stratégies des syndicats majoritaires, les actions qui nous permettront de créer un rapport de force capable de modifier la répartition actuelle des richesses vers un système plus équitable et plus solidaire.

Les grèves de 24h doivent être considérées comme des tremplins nécessaires à un mouvement préparé en amont, et avoir pour perspective un mouvement de blocage général s'inscrivant dans la durée grâce :



- au développement des heures d'informations syndicales régulières dans un maximum d'établissements ;
- à l'organisation de stages de formation à l'échelle de l'Ile-de-France et co-organisés avec d'autres syndicats sur les mêmes bases que nous, pour former les militants (protection sociale, système éducatif ici et ailleurs, emplois précaires, luttes interprofessionnelles, médias...) ;
- à l'organisation de stages d'information à l'échelle d'une ville ou d'un établissement pour mieux informer les collègues sur ces sujets ;
- l'organisation de réunions publiques sur l'Ecole, la Sécu, le systèmes de retraites,...s'adressant à tous les habitants d'un quartier ou d'une ville ;
- des actions ponctuelles et médiatiques pour alerter l'attention sur le sujet qui nous inquiète.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, et les actions menées dépendront du choix de leurs organisateurs et du contexte. Mais il est, plus que jamais, évident à nos yeux qu'aucun représentant, délégué ou héros quelconque ne défendra mieux que nous nos intérêts communs, car notre force, c'est le nombre. Nous vous encourageons donc à nous rejoindre :

- en vous syndiquant à SUD-éducation ;
- en participant aux actions que nous proposons et/ou à en proposer d'autres vous-mêmes ;
- pour débattre autour de vous et partager l'information à la base car celle des médias est contrôlée par ceux qui détiennent le pouvoir ;
- pour développer les démarches de solidarité auprès des plus exploités sur votre lieu de travail, car c'est là que commence la lutte de nos intérêts communs.